

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.
du 16 au 31 Janvier 2012
n°187



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Lundi 16 janvier.

Laurent-Désiré Kabila a lutté pour l'unité nationale et l'intégrité territoriale, selon Isidore Ndaywel. La RDC commémore ce lundi 16 janvier le 11e anniversaire de la mort de l'ancien président Laurent-Désiré Kabila, assassiné par un des ses gardes du corps au Palais de Marbre à Kinshasa. L'historien congolais, professeur Isidore Ndaywel e Nzièm dit notamment retenir de la vie de l'ancien président congolais «la lutte pour la préservation de l'unité nationale et de l'intégrité du territoire». «La lutte pour la préservation de l'unité nationale et de l'intégrité du territoire national, est un combat de tous les instants. C'est le concept que Laurent Kabila a lancé au soldat du peuple qui traduit cet héritage», déclare le professeur Ndaywel. Selon lui, Laurent-Désiré Kabila a aussi légué aux Congolais l'idée de l'auto-prise en charge pour le développement et la modernité de la RDC. «Je note d'ailleurs que c'est une sorte de confirmation de l'héritage de nos pères de l'indépendance», ajoute-t-il.

Réactions des Kinois. Plusieurs Kinois interrogés par un reporter de Radio Okapi ont évoqué leurs souvenirs de la présidence de Laurent-Désiré Kabila. «Mzee Kabila lorsqu'il est mort, j'avais pratiquement 15 ans. C'est aujourd'hui que je réalise qu'il nous fallait quatre présidents comme lui pour qu'on retrouve la bonne voie comme les autres pays» a affirmé un habitant de la capitale congolaise. Pour un autre Kinois, «Laurent-Désiré Kabila est un président qui avait le souci pour son peuple». «Il a eu le temps de payer les militaires 100 USD. Depuis son départ, cela n'a jamais été réalisé,» indique-t-il. Un jeune de Kinshasa dit être beaucoup inspiré par le combat de l'ancien leader de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération (AFDL). «Il a voulu développer notre pays par nos propres ressources sans compter sur l'apport extérieur,» explique-t-il, reconnaissant cependant que Laurent-Désiré Kabila est «allé vite en besogne» dans l'affirmation des ses idéaux. A la tête d'un mouvement rebelle (AFDL), Laurent Désiré Kabila est arrivé au pouvoir en 1997, mettant ainsi fin au règne de Joseph Désiré Mobutu. (Radio Okapi)

Assassinat de Laurent-Désiré Kabila: Mwenze Kongolo réclame la réouverture du procès. Jeannot Mwenze Kongolo réclame la réouverture du procès du feu président Laurent-Désiré Kabila, assassiné le 16 janvier 2001. Ce proche de l'ancien président congolais a déclaré à Radio Okapi ce lundi 16 janvier que le procès des présumés assassins était une «parodie de justice». Selon lui, «il y avait plus de sentiments personnels que l'envie de chercher la vérité». Mwenze Kongolo, président national des Patriotes congolais (PC), a

affirmé que «certains dignitaires qui étaient pour beaucoup dans l'assassinat de Laurent Désiré Kabila n'ont jamais été interpellés, ni cités». Il cite entre autres, le Rwanda et le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), alors mouvement rebelle, qui, pour lui, «étaient pour quelque chose dans cet assassinat». «On s'est contenté de gens que moi je connais innocents mais qui croupissent dans la prison jusqu'aujourd'hui», a dénoncé Jeannot Mwenze Kongolo, souhaitant qu'un jour la justice congolaise revienne sur ce procès. Dans un communiqué rendu public le 17 janvier 2011, la VSV avait aussi demandé la réouverture du procès de l'assassinat de Laurent Désiré Kabila, estimant que «la vérité n'a toujours pas éclaté au grand jour pour permettre d'établir les responsabilités et condamner les coupables et les commanditaires». (Radio Okapi)

Attaque de Kiwanja: la population accuse les Fardc. Les habitants de Kiwanja ont protesté, ce lundi 16 janvier, contre l'attaque, la veille, d'hommes armés contre des cambistes qui a coûté la vie à cinq personnes dont un militaire et a fait une dizaine de blessés. La route principale de la cité a été barricadée dans matinée, les activités économiques paralysées. La population de Kiwanza attribue cette attaque aux Forces armées de la RDC et demande des enquêtes pour établir les responsabilités.

Kasaï-Occidental: l'accident ferroviaire de samedi a fait deux morts, selon la SNCC/Ilebo. L'accident ferroviaire du samedi 14 janvier près de la gare de Bukaka a fait deux morts et non quatorze comme l'indiquait le bilan provisoire dressé sur base du témoignage d'un passager du train. La précision a été donnée ce lundi 16 janvier par le directeur de la coordination de la Société nationale de chemin de fer (SNCC)/Ilebo, Oscar Ngoy Mukankala.

Kasaï-Oriental: la société civile dénonce des cas d'enlèvement à Mbuji-Mayi. La société civile du Kasaï-Oriental (Socikor) a dénoncé, ce lundi 16 janvier, des cas d'enlèvement et de disparition de personnes à Mbuji-Mayi, chef-lieu de la province, depuis les élections présidentielle et législatives du 28 novembre. Le président de la Socikor affirmé que des «jeeps de marque Nissan de couleur blanche qui ne sont ni affectées à la police, ni à l'armée, ni au parquet, sans plaque d'immatriculation, avec des éléments en uniforme à bord, procèdent à des enlèvements». Il a expliqué qu'il s'agit bien d'enlèvements puisque les passagers à bord de ces véhicules opèrent sans un document de la police, ni du parquet. «Nous ne sommes pas sûrs que les gens qu'on ramasse sont acheminés à un poste de la police ou au parquet», s'est-il plaint.

Kinshasa : un culte d'action de grâce organisé en mémoire de Laurent Désiré Kabila. A Kinshasa, un culte d'actions de grâce a eu lieu dans la cathédrale du centenaire protestant. Deux atmosphères caractérisent la journée à la cathédrale. Si les membres des partis politiques de la Majorité présidentielle (MP) se retrouvant à l'extérieur de la paroisse brandissent les drapeaux et autres symboles de leurs mouvements politiques sous une ambiance festive, ce n'est pas le cas à l'intérieur où le culte se déroule sous une ambiance plutôt méditative. Dans son message, l'officiant du culte, l'Evêque Marini Bodo a exhorté les congolais à mettre le cap sur l'avenir et non pas sur le passé. Pour lui, le congolais doit éviter «d'exiger la perfection aux autres lorsqu'on n'est pas soi-même en mesure de franchir la perfection ». Présente à la messe, la famille biologique de Laurent Désiré Kabila demande aux jeunes de plus de 19 ans [l'âge à laquelle le feu président a embrassé la carrière politique] de privilégier la paix et non la violence. Ce message a été lu par le chef de la Maison civile du chef de l'Etat, Théodore Mugalu. Après le culte religieux, plusieurs personnalités notamment politiques, militaires et de la société civile se sont rendues au mausolée de l'illustre disparu pour y déposer des gerbes de fleur. (Radio Okapi)

Equateur: les agents humanitaires accusés d'exploitation sexuelle des mineures à Libenge. La population et les notables locaux de Libenge (Equateur) accusent les agents des organisations humanitaires de se livrer à l'exploitation sexuelle des mineures. Le leader des jeunes de ce territoire, Steve Emange a témoigné lundi 16 janvier à Radio Okapi que ces humanitaires commettent leur forfait en échange aux abris pour les victimes et parfois pour leurs familles, après l'insurrection du mouvement rebelle MLIA en 2009 et 2010.

Mardi 17 janvier.

Mort de Lumumba: Z'ahidi Ngoma s'interroge sur la pérennisation de la lutte pour la dignité de la RDC. «Patrice Emery Lumumba nous a appris une chose simple en une phrase que l'histoire du Congo ne s'écrira pas ailleurs mais au pays. Aujourd'hui, qu'avons-nous fait pour pérenniser cette dignité? », s'interroge l'ancien vice-président de la RDC sous le régime 1+4, Arthur Z'ahidi Ngoma, à l'occasion de la commémoration du 51^e anniversaire de la mort de 1^{er} premier ministre congolais, Patrice Emery Lumumba, assassiné le 17 janvier 1961. Selon lui, Lumumba est resté le symbole d'un combat inoubliable qui nous a amené à l'accession à l'indépendance. Pour sa part, l'historien Pamphile Mabilia, professeur à l'Université de Kinshasa (Unikin) estime que Patrice Emery est élevé au rang de héros national suite à sa lutte «acharnée» pour l'unité de la RDC et de sa dignité. Cependant, poursuit-il, les Congolais qui soutiennent l'idéologie de Lumumba ne sont pas montrés dignes de défendre les idées-forces du «lumumbisme». Selon lui, Mobutu et Laurent-Désiré Kabila qui ont recouru aux concepts de l'authenticité et de l'auto-prise en charge ont tous pour modèle Patrice Emery Lumumba. (Radio Okapi)

Katanga: des candidats députés exigent l'annulation du scrutin à Kobongo. Un groupe des candidats à la députation nationale de Kabongo au Katanga ont exigé, lundi 16 janvier à Radio Okapi, l'annulation du scrutin législatif du 28 novembre dans ce territoire, pour cause d'irrégularités observées lors des opérations de compilation des résultats. Ces candidats l'ont fait savoir ce week end au moment où ils déposaient leur mémorandum entre les mains des membres de la délégation de la Ceni chargée du contentieux électoral au Katanga, en séjour à Lubumbashi.

Province Orientale: 50 boutiques incendiées dans la cité de Mongbwalu. Le feu, qui a envahi le centre commercial de Mongbwalu, a duré au moins 4 heures. Le chef de cité, Jean Pierre Bikilisende, a fait un bilan provisoire de plus de cinquante boutiques et leurs marchandises qui ont péri dans le feu. Il s'agit notamment des appareils électroménagers, des habits, des ustensiles de cuisine et des matelas. Les mêmes boutiques jouent aussi le rôle de comptoirs de fortune, pour l'achat d'or. Ce mardi matin, il ne restait que de la cendre noire là où se trouvaient des boutiques 24 heures plutôt, ont indiqué des témoins. La police a ouvert des enquêtes pour découvrir l'origine de l'incendie. Mais le chef de cité a estimé que la propagation du feu a été favorisée par la promiscuité des maisons, constructions essentiellement en bois dans une agglomération non urbanisée.

RDC: des partis politiques se disputent la paternité de l'idéologie lumumbiste. Depuis la mort de Lumumba le 17 janvier 1961, plusieurs partis politiques affirment véhiculer l'idéologie du 1^{er} Premier ministre congolais, notamment le Palu (Parti lumumbiste unifié) d'Antoine Gizenga et du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP) de Franck Diongo. Qu'est ce qui différencie ces partis se réclamant d'idéologie lumumbiste ? Pourquoi ne font-ils pas front commun ? Pour le secrétaire permanent et porte-parole du Palu, Godefroid Mayobo, ce parti est né de la fusion, «à l'issue d'un congrès et non de la volonté d'un homme», de quatre partis politiques qui avaient gagné les élections en 1960. «Ce qui n'est pas le cas pour les autres partis qui se disent lumumbistes», affirme-t-il. De son côté Frank

Diongo, Président national du MLP estime que ceux qui se disent lumumbistes posent des actes contraires à l'idéologie de Lumumba, notamment l'amour de l'argent. «Les autres frères qui se disent des lumumbistes ont trahi Lumumba pour s'attacher à l'enrichissement, oubliant le combat de la liberté que notre modèle nous a légué», affirme le président du MLP. Franck Diongo déclare que son parti n'acceptera les autres frères «égarés» que s'ils se détachent de l'amour de l'argent. Le combat pour l'unité. A l'occasion de la commémoration du 51^e anniversaire de l'assassinat du 1^{er} Premier ministre congolais, un ancien agent de l'administration publique de la Province Orientale, Joseph Bimba Angambi Litelisemi a déclaré ce mardi 17 janvier à Radio Okapi que Patrice Emery Lumumba était un nationaliste soucieux de l'unité de la RDC et de l'indépendance du pays vis-à-vis des colonisateurs. «Son combat pour le bien-être du Congo l'a aidé à gagner les élections en 1960 parce qu'il dénonçait les injustices des colons sur les noirs», a-t-il poursuivi, avant d'ajouter que c'est cette lutte qui a aussi occasionné sa mort. Selon Joseph Bimba, Lumumba s'est engagé dans la vie politique à partir de la grande poste de Kisangani. «Il a été embauché dans la société Brassicole Bralima, mais il a tout de suite rejeté l'offre parce qu'il estimait que cet engagement était une façon pour les blancs d'étouffer sa carrière politique», a-t-il raconté. Pour commémorer l'anniversaire de la mort du héros national, des cultes d'actions de grâce ont été organisés à travers la RDC, notamment à Kisangani en Province Orientale et à Kinshasa où a eu lieu une cérémonie de dépôt des gerbes de fleurs devant le monument de Lumumba à la place «Echangeur» dans la commune de Limete. (Radio Okapi)

L'éruption du volcan Nyiragongo a entraîné la perte de 13% des infrastructures à Goma, selon l'OVG. La dernière éruption volcanique de Nyiragongo produite le 17 janvier 2002 a provoqué l'engloutissement par les laves de 13% des infrastructures de la ville de Goma (Nord-Kivu), mais a aussi occasionné la chute de 80% de l'économie de la province, selon le directeur général de l'Observatoire volcanologique de Goma (OVG), Kacho Karume. 10 ans après cette catastrophe naturelle, Kacho Karume affirme que la province regorge d'équipements nécessaires pour la surveillance des volcans actifs au Nord-Kivu, même si des défis restent encore à relever. Selon lui, un plan de contingence a été élaboré avec les humanitaires en 2010 pour assurer l'évacuation des populations vers des sites appropriés en cas d'éventuelles éruptions. Il déplore cependant le vol des équipements par la population de la ville, alors que le volcan présente un risque permanent pour la population de Goma et ses environs. Avec ces équipements, ajoute-t-il, son observatoire est à mesure de prévenir une éruption volcanique 2 semaines avant. En vue de préserver la vie des populations et de leurs biens, la population de Goma recommande la mise en place d'une politique globale de gestion des risques au niveau national et régional. Elle souhaite notamment que des lois sur la gestion des catastrophes naturelles soient votées. (Radio Okapi)

Goma : 2^{ème} session du Congrès du centenaire de l'évangélisation du diocèse. Du 10 au 13 janvier 2012, le diocèse de Goma a tenu la 2^{ème} session du Congrès du centenaire de son évangélisation. Quatre thèmes différents ont été choisis pour chacune des quatre journées du Congrès. La première journée, le P. Bernard Ugeux, missionnaire d'Afrique et professeur de théologie à l'université de Toulouse (France), a parlé du pardon et de la réconciliation comme forces qui permettent de «surmonter les crises et ouvrir la société au développement à tous les niveaux». La vie consacrée au diocèse de Goma, cent ans après, a été le thème de la deuxième journée. Les participants ont relevé plusieurs défis de la vie consacrée à Goma : fragilités personnelles, tribalisme, divisions, défi de la survie, l'influence de la nouvelle éthique mondiale et ses conséquences... Mais malgré tout cela, ils ont clôturé en réaffirmant que les religieux font un bon travail pastoral au diocèse. L'Écumenisme a été le thème de la troisième journée, animée par deux intervenants : l'abbé Désiré Mateso, formateur au Grand Séminaire Jean Paul II à Goma et l'abbé Gabriel Hangi, enseignant au collège Mwanga à Goma. L'unité des chrétiens suppose «un test de crédibilité des chrétiens et du Christ lui-

même », et souligne l'urgence d'un engagement constant et décidé pour un dialogue vrai avec nos frères et sœurs chrétiens d'autres Eglises. La dernière journée a examiné les activités de développement au diocèse de Goma. L'abbé Oswald Musoni, directeur de Caritas/Développement, a expliqué que le développement au diocèse de Goma, cent ans après, est marqué par le lent passage de l'assistance à la prise en charge par la population. En général, le Congrès a été une occasion magnifique pour l'échange et la prise de conscience pour un meilleur engagement de l'Eglise de Dieu qui est à Goma. (Ademis)

Mercredi 18 janvier.

RDC: une quarantaine de députés de la majorité et de l'opposition exigent l'annulation des législatives. Une quarantaine de députés nationaux sortants de la Majorité présidentielle (MP) et de l'opposition, candidats aux élections législatives du 28 novembre, exigent l'annulation de ce scrutin sur toute l'étendue de la République. Dans leur déclaration lue devant la presse, mardi 17 janvier, par le député Jean-Baudouin Idambito Bakaato, ils appellent à des concertations politiques en vue de trouver des solutions appropriées aux différentes questions qui bloquent aujourd'hui «la marche normale du pays».

Walikale: les Fard promettent de «nettoyer» les FDLR et Maï-Maï Cheka dans la zone minière d'Omate. Les Forces armées de la RDC envisagent de rétablir l'ordre dans le site minier d'Omate, situé à plus ou moins 70 km du chef-lieu du territoire de Walikale, au Nord-Kivu, où la situation reste confuse depuis les affrontements, vendredi 13 janvier, entre les FDLR et les Maï-Maï Cheka. Le porte-parole de l'opération Amani léo, le colonel Sylvain Ekenge, a indiqué que : «Face à la situation actuelle, il y a des affrontements entre les FDLR et les Maï-Maï Cheka, il y a des actions qui sont envisagées dans le secteur et on a pris toutes les dispositions pour que le secteur soit nettoyé des FDLR et des Maï-Maï Cheka. Et, on va ramener le calme dans le secteur de Omate pour permettre aux opérateurs économiques de Omate et Bisiye de vaquer librement à leurs occupations.» Il a, par ailleurs, indiqué que les Fardc ne vont pas se substituer à la police des mines. «C'est à la police des mines de prendre les dispositions qui s'imposent pour s'installer dans le carré minier et faire le travail qui lui incombe, notre travail c'est de sécuriser la région», a affirmé le colonel Ekenge. Selon la société civile locale, plusieurs maisons ont été incendiées lors de ces affrontements et les populations ont fui vers d'autres villages, tel que Mubi. Du 31 décembre 2011 au 4 janvier 2012, les rebelles hutu rwandais des FDLR avaient tué quarante cinq personnes à Walikale, selon des ONG locales de défense des droits de l'homme. (Radio Okapi)

Elections-RDC: Mbusa, Bombole et Kengo proposent une table ronde «pour endiguer la crise politique». Mbusa Nyamwisi, Adam Bombole et Léon Kengo wa Dondo, trois candidats malheureux à l'élection présidentielle du 28 novembre, demandent au chef de l'Etat d'organiser une table ronde nationale avant la publication des résultats définitifs des élections législatives «pour tenter d'endiguer la crise politique se profilant à l'horizon en RDC». Dans une déclaration lue mardi 17 janvier devant la presse à Kinshasa par le délégué de l'Union des forces du changement (UFC) de Kengo wa Dondo, les trois candidats malheureux indiquent que ce dialogue va permettre à la classe politique congolaise et aux organisateurs des élections «d'avoir le courage et l'honnêteté de reconnaître leurs erreurs». Le communiqué note que la table ronde devrait réfléchir «sur la problématique de la validation ou de l'invalidation des élections présidentielle et législatives ainsi que sur le nouveau calendrier électoral». Selon eux, ces discussions devraient aussi se pencher sur «les principes moteurs d'une réorganisation de la Commission électorale nationale indépendante». Elles seraient accompagnées par la communauté internationale et devraient réunir notamment : le président de la République, les membres du bureaux du Parlement, le premier ministre, les membres du bureau de la Ceni, les onze candidats à l'élection présidentielle, les délégués des plates-formes politiques, les délégués des confessions religieuses, des corporations professionnelles et des

ONG. Dans leur déclaration, Kengo, Mbusa et Bombole disent souscrire à la déclaration des évêques catholiques. Rendant publiques les conclusions de leur assemblée générale extraordinaire consacrée au déroulement des élections présidentielle et législatives, les évêques catholiques avaient déclaré que les résultats de ces élections avaient déçu les Congolais, car, marqués par «des tricheries avérées et vraisemblablement planifiées». Dans une déclaration conjointe, publiée mercredi 14 décembre, les trois candidats malheureux de la dernière présidentielle avaient demandé la mise en place d'un gouvernement de transition pour organiser de nouvelles élections. (Radio Okapi)

Matadi: la société civile dénonce l'augmentation de la circulation de médicaments contrefaits. La société civile de Matadi s'est dite préoccupée, mardi 17 janvier, par l'augmentation de la circulation de médicaments contrefaits dans cette ville. Selon cette structure, ces produits dangereux sont vendus dans 80% des officines pharmaceutiques de Matadi. Le pharmacien inspecteur provincial a aussi regretté cette situation.

Kalemie dans le noir depuis 6 jours. La ville de Kalemie, au Nord du Katanga, est privée d'électricité depuis six jours. Les conséquences socio-économiques de ce désagrément se font déjà sentir. Un membre de la Fédération des entreprises du Congo (Fec)/Kalemie a déploré que les activités nécessitant le courant électrique soient paralysées à 80%. Le service technique de la Société nationale d'électricité (Snel) parle d'une panne intervenue à la centrale de la Kiyimbi, à Bendera, une localité située à 120 km, au Nord de Kalemie. La même source indique qu'une équipe de techniciens, conduite par le directeur de district de la Snel, s'est rendue sur le lieu pour des investigations techniques. Toutefois, la Snel se réserve de toute déclaration quant à l'ampleur de la panne de cette centrale de 8,6 Megawatts alors que des rumeurs persistantes font état d'une situation qui rappelle la panne de 2009 où la ville était dans le noir une année durant. (Radio Okapi)

Jacques Djoli: «La loi électorale ne prévoit pas une démission collective du bureau de la Ceni». «La démission est un acte individuel. La loi électorale ne prévoit pas une démission collective du bureau». C'est ce qu'a déclaré mercredi 18 janvier à Radio Okapi le vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Jacques Djoli, en réaction à la demande des évêques catholiques.

Les professeurs de l'Université de Kinshasa suspendent leur grève. Les professeurs de l'Université de Kinshasa (Unikin) regroupés au sein de l'Apukin [Association des professeurs de l'Unikin] ont suspendu mercredi 18 janvier leur grève qui avait conduit à l'arrêt des cours depuis le 2 novembre 2011. Ils revendiquaient le désengagement du ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), Mashako Mamba, dans le dossier «véhicules des professeurs». Dans un communiqué publié le même jour, ils disent être reconnus seuls interlocuteurs du concessionnaire automobile ATC dans ce dossier.

Sud-Kivu: Roger Meece se dit préoccupé par les attaques contre des civils à Shabunda. Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC, Roger Meece se dit préoccupé par la situation sécuritaire dans le territoire de Shabunda Sud-Kivu. A l'issue de son entretien, mercredi 18 janvier, avec le gouverneur de la province, M. Chisambo, il a affirmé que les forces conjointes Monusco-Fardc doivent continuer leurs efforts afin d'éliminer la menace que constituent les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR).

Jeudi 19 janvier.

RDC: quatre ONG des droits de l'Homme dénoncent le manque d'indépendance de la justice. Toges noires, Observatoire congolais des droits de l'Homme (OCDH), Ligue des

électeurs et OSD, quatre ONG de défense des droits de l'Homme accusent le pouvoir politique de main mise sur l'appareil judiciaire congolais dont l'indépendance serait bafouée. Au cours d'une conférence de presse tenue mercredi 18 janvier à Kinshasa, Me Marie-André Mwila, membre de Toges noires, a déclaré que «l'évaluation de la justice congolaise est négative». «L'un de grands fléaux qui dominent cette justice est son inféodation aux politiques et son instrumentalisation par les services de sécurité», a affirmé Me Marie-André Mwila. Il a aussi évoqué aussi les dossiers judiciaires qui n'ont pas encore connu de dénouement : «Le dossier de notre collègue Floribert Chebeya. On n'a pas voulu poursuivre la plainte déposée par madame Chebeya en l'endroit du général John Numbi [inspecteur général de la police cité dans l'affaire Chebeya]. Et puis, on nous a donné un jugement au premier degré. Depuis lors, nous sommes partis en appel. Mais l'appel est bloqué, suspendu. Ça fait maintenant plus de huit mois». Me Mwila a également fait allusion au dossier Roger Yaghi, ancien président du conseil d'administration de la Banque congolaise en liquidation, accusé entre autres de détournement de fonds. «Plus de trois mois passés en détention dans une villa privée, le banquier est aujourd'hui devant le tribunal», a expliqué ce défenseur des droits de l'Homme, ajoutant que «son dossier a été pris en délibéré après huit mois d'instruction. Le premier président de la Cour suprême de justice est venu retirer si pas arraché illégalement le dossier entre les mains des juges». **Assez pour dresser le portrait de la justice congolaise ?** Tout en respectant le point de vue de ces ONG des droits de l'Homme, le ministre de la Justice et des Droits humains, Luzolo Bambi, pense qu'il faut plutôt travailler sur les conditions d'amélioration de l'appareil judiciaire congolais. Il estime que la situation judiciaire congolaise n'est pas la «plus souhaitée du monde, mais elle n'est pas la plus malheureuse non plus». Luzolo Bambi affirme que le gouvernement est préoccupé par l'idée de fixer la durée moyenne d'une procédure pénale. Selon lui, la durée moyenne en matière de détention préventive tourne entre trois et cinq ans et la procédure civile va jusqu'à dix ans. «C'est relativement long», dit-il, ajoutant que cette lenteur dans l'administration de la justice devrait être examinée avec toutes ces ONG. Cependant, Luzolo Bambi affirme que deux ou trois cas de violations de droits de l'homme ne suffisent pas pour dresser le portrait de la justice congolaise. (Radio Okapi)

RDC: les femmes de l'opposition plaident pour de nouvelles élections législatives. Les femmes congolaises, réunies au sein de la Dynamique des femmes acquises au changement (Dyfac) plaident pour la reprise des élections législatives du 28 novembre. Ces femmes de l'opposition ont accusé, ce mercredi 18 janvier au cours d'un point de presse, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) «d'exclure les élus pour nommer les députés».

Mbuji-Mayi : le personnel soignant de l'hôpital de la Miba rejoint le mouvement de grève. Le personnel soignant de l'hôpital Bonzola de la Minière de Bakwanga (Miba), à Mbuji Mayi au Kasai-Oriental, est entré en grève mercredi 18 janvier, rejoignant le mouvement déclenché depuis près de deux semaines par les agents de cette entreprise. À l'instar de leurs collègues de la Miba, les médecins et infirmiers de cette grande formation médicale de la ville réclament la prime sur les recettes réalisées au sein de l'hôpital et leurs salaires rabattus des cinq derniers mois.

RDC: la Ceni reporte la publication des résultats provisoires des législatives. La publication des résultats provisoires des législatives du 28 novembre dernier, initialement prévue pour le mercredi 18 janvier, a été reportée à une date ultérieure. Le vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Jacques Djoli a justifié ce report par le fait que toutes les équipes de vérification déployées n'ont pas encore rendu leurs conclusions.

Bunia: 15 membres du comité fédéral exigent le départ du patron de l'UNC/Ituri. Dans un communiqué de presse publié mercredi 18 janvier à Bunia, quinze membres du comité

fédéral de l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe exigent le départ du secrétaire fédéral exécutif ad intérim, Me Dieudonné Zorabo Nyamabaku. Ce dernier est notamment accusé de ne pas avoir contesté les résultats des élections législatives en Ituri.

Nord-Kivu: les FARDC tuent 13 rebelles des ADF-Nalu à Mukoko. Les Forces armées de la RDC du 801ème régiment ont tué treize rebelles ougandais des ADF-Nalu et récupéré une vingtaine d'armes, mercredi 18 janvier, lors de l'attaque de leur position à la localité de Mukoko située à 6 km au nord de Oïcha, chef-lieu du territoire de Beni. « Du côté des FARDC, il y a eu deux blessés, actuellement soignés à l'hôpital général de référence de Beni », a indiqué le porte-parole de l'opération Ruwenzori, le Colonel Célestin Ngeleka.

Mbandaka: les militants de l'UDPS se disent traqués par l'ANR. Les militants de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), parti de l'opposant Etienne Tshisekedi, se disent menacés par l'Agence nationale des renseignements (ANR) à Mbandaka, dans la province de l'Equateur. Le secrétaire exécutif fédéral de l'UDPS/Mbandaka, Jean de Dieu Lomeka, dit être recherché par des agents de l'ANR, depuis samedi 14 janvier, pour avoir vendu des cartes d'adhésion à son parti à des vendeuses du marché central de Mbandaka II. De plus, ces femmes avaient manifesté leur joie, croyant à l'élection de leur leader Etienne Tshisekedi à la présidentielle du 28 novembre dernier, lors de la publication récente du rapport des évêques catholiques de la Cenco qui dénonçaient des irrégularités lors de ce scrutin. Jean de Dieu Lomeka a affirmé qu'il avait été expulsé depuis par sa propriétaire qui disait avoir été menacée par des agents de l'ANR. Il a expliqué qu'à son retour chez lui, sa bailleresse lui avait demandé de partir, effrayée après le passage des deux agents de sécurité qui seraient venus « identifier la parcelle » où ce cadre de l'UDPS habitait. Jean de Dieu Lomeka serait alors allé se réfugier chez un autre militant de l'UDPS. (Radio Okapi)

Province Orientale: une maladie inconnue aurait fait 60 morts à Opala. Une maladie d'origine inconnue décime les enfants de zéro à quinze ans dans l'aire de santé de Yatolema, à environ 80 km de Kisangani dans le territoire d'Opala, dans la Province Orientale. Selon la société civile d'Opala, 300 cas ont été enregistrés, dont 60 décès depuis juin dernier. La maladie n'a pas encore été identifiée par le personnel médical de Yatolema, selon la société civile d'Opala. Mais, ajoute-t-elle, il s'agirait d'une flambée de l'épidémie de paludisme, compliquée par de l'anémie, selon les premiers éléments d'enquêtes fournis par l'inspection provinciale et l'ONG Médecins sans frontières, MSF/Belgique, qui sont descendus sur les lieux. Se référant aussi aux premiers prélèvements de MSF, Jean marc Mambidi a affirmé qu'il s'agit d'une flambée de paludisme. « [MSF] a réalisé au total 146 échantillons à ce jour. 122 ont été positif au paludisme. Des dispositions sont en train d'être prises pour donner une réponse adéquate à cette situation », a-t-il précisé. (Radio Okapi)

Le ministre Luzolo Bambi sollicite l'implication des magistrats dans la lutte contre les «Kuluna». Le ministre de la Justice et Droits humains, Luzolo Bambi Lesa a réuni les magistrats de la justice civile et militaire mercredi 18 janvier dans son cabinet de travail. Objectif : analyser la situation de la criminalité dans la ville de Kinshasa en vue de mettre en place des mesures efficaces pour éradiquer le phénomène « Kuluna ». A l'issue de cette rencontre, il a invité tous les acteurs de la justice civile et militaire à s'impliquer dans la lutte contre ce phénomène.

Matata Ponyo: «Tous les critères du PEG ont été respectés en 2011». «Tous les critères du Programme économique du gouvernement (PEG) en 2011 ont été remplis et ouvrent la voie à la conclusion de la Ve revue avec le Fonds monétaire international (FMI) », a déclaré jeudi 19 janvier le ministre des Finances, Matata Ponyo au cours d'une conférence de presse organisée à Kinshasa au cours de laquelle il a dressé le bilan de la situation financière de la

RDC. Selon lui, le taux de croissance était estimé à la fin de décembre 2011 à 7%, alors que l'objectif était d'atteindre 6,5%. Les prévisions ont donc été dépassées, souligne Matata Ponyo. Il précise également que l'inflation annuelle ou hausse des prix prévue à 17% a pu être maintenue à 15,4%, expliquant que n'eut été la flambée des cours des produits alimentaires et énergétiques sur le marché international elle ne dépasserait guère les 7%. Abordant le domaine du marché de change, Matata Ponyo soutient que le franc congolais (FC) a connu une forte stabilité et une appréciation de 0,5% car il s'est situé à 910,6 FC pour un dollar, alors qu'il était de 915,1 FC à la fin de l'année 2010. Pour le ministre des Finances, les dépenses de l'Etat ont été marquées par une meilleure orientation sociale avec l'augmentation de la masse salariale qui est passée de 55 à 70 milliards de FC entre 2010 et 2011. Ces salaires, plus consistants dit-il, ont été régulièrement payés. A ce jour, poursuit Matata Ponyo, 8,5 % de la paie des fonctionnaires se fait par voie bancaire et «l'objectif est que la paie soit bancarisée à la fin de décembre 2012». **Prévisions de 2012.** Pour l'année qui commence, le PEG compte accroître de 6% la production par habitant ou PIB. Le taux d'inflation devra être maîtrisé à 9% pour atteindre un taux d'inflation à un chiffre. Le taux de croissance devra passer à 2 chiffres, annonce Matata Ponyo. Cependant, il craint des risques liés à la volatilité des marchés de capitaux et des matières premières et au ralentissement de la croissance des pays avancés pèsent sur l'économie congolaise. Ce qui, d'après l'argentier congolais, pourrait induire une diminution des prix des produits miniers et des exportations «entraînant ainsi une réduction des réserves de change, une baisse de l'activité des entreprises exportatrices et à l'arrivée, un ralentissement de la croissance». (Radio Okapi)

Vendredi 20 janvier.

Le ministre de l'Energie invite la Snel et la Regideso à améliorer leurs taux de desserte. «Il n'est pas normal que le taux de desserte soit très faible, pendant que le pays est assis sur des potentialités énormes en eau et en hydroélectricité.» C'est ce qu'a déclaré, jeudi 19 janvier, le ministre de l'Energie, Gilbert Tshongo au cours d'un atelier à l'intention des experts de la Société nationale de l'électricité et de la Régie de distribution d'eau (Regideso). Gilbert Tshongo a invité la Snel et la Regideso, deux entreprises étatiques, à élaborer chacune un programme d'action pour améliorer la desserte en électricité et en eau potable sur une période allant de 2012 à 2016. Réagissant à l'appel du ministre de l'Energie, le secrétaire général de la Regideso, Jean-Pierre Engau, dit envisager la signature d'un contrat de performance avec l'Etat congolais pour que ce dernier paie régulièrement sa contribution de 40 % sur les factures de fourniture d'eau. Ce contrat de performance, a soutenu Jean-Pierre Engau, permettrait d'améliorer la desserte en eau potable en République démocratique du Congo (RDC). Pour aboutir à cet objectif, la Regideso tient aussi à signer un contrat de service avec un opérateur privé expérimenté sous le financement de la Banque mondiale (BM), afin de placer des compteurs pour ses abonnés domestiques et au niveau des installations de ses unités de production pour connaître la production réelle de l'entreprise, a-t-il poursuivi. La Regideso compte aussi réactiver tous les raccordements inactifs qui constituent des points de fraude d'eau occasionnant une perte financière, a ajouté Jean-Pierre Engau. Le ministre Tshongo avait lancé, jeudi 26 mai, un programme d'extrême urgence pour stopper la dégradation de la desserte en eau potable et en électricité dans la ville province de Kinshasa. Le coût global de ce programme est évalué à plus de 55 millions de dollars américains. (Radio Okapi)

Roger Meece préoccupé par l'activisme des groupes armés au Nord-Kivu. Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC, Roger Meece, a réaffirmé, jeudi 19 janvier, l'engagement de la Monusco à renforcer le partenariat avec les FARDC afin de réduire et éliminer les menaces des groupes armés sur les populations civiles.

La Russie non favorable à l'organisation de nouvelles élections en RDC. L'ambassadeur russe en poste à Kinshasa, Anatoly Klimenko, a invité, jeudi 19 janvier, les Congolais à accepter les améliorations que leur propose la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) au lieu de reprendre les élections. Il n'a pas aussi soutenu la thèse de faire démissionner les membres du bureau de la Ceni.

Affaire Ngujolo et Katanga: une délégation de la CPI boucle sa mission d'inspection en Ituri. Les trois juges, des avocats des victimes, ceux de la défense ainsi que les représentants du bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) ont visité, ce jeudi 19 janvier, différents endroits, en Ituri, concernés par des faits jugés dans l'affaire Mathieu Ngujolo et Germain Katanga. Cette mission des deux jours a été conduite par le juge qui préside le procès de ces deux miliciens, Bruno Cotte. Elle s'est rendue à Zumbe, Bogoro, Kambutso et à Aveba, villages situés au sud de Bunia. «Ce déplacement nous a permis (procureur, trois juges de la chambre) de bien voir où se sont passés les faits et de mieux comprendre ce qu'on dit certains témoins», a-t-il affirmé à Radio Okapi. Bruno Cotte est persuadé que la mission de la CPI a obtenu gain de cause. Il a expliqué : «Dans certains cas, [il s'agit] de nous rendre compte que ce qu'ils [les témoins à charge] nous ont dit ne sont peut-être pas tout à fait possibles compte tenu de ce que nous avons pu voir sur place. C'est une vision personnelle à chacun d'entre nous que nous sommes venus chercher et que nous avons trouvé parce que nous avons été bien accueillis.» Mathieu Ngujolo est incarcéré à la CPI depuis février 2008 aux côtés de Germain Katanga et leur procès devrait prendre fin au début de 2012, après l'audition des plaidoiries finales des victimes et de la défense. Ils sont poursuivis pour enrôlement des enfants soldats, meurtres, pillages, viols et esclavage sexuel, des exactions qualifiées de crimes contre l'humanité qui, selon des sources, auraient été commises lors du massacre de Bogoro, en Ituri, le 24 février 2003. (Radio Okapi)

Libenge: l'ONG «Les Aiglons» rejette les accusations de viol des mineures contre ses agents. L'ONG «Les Aiglons» a rejeté, jeudi 19 janvier, les allégations de viol des filles mineures portées contre certains de ses agents à Libenge (Equateur). L'association a fait ce démenti dans une note de clarification, datée du mardi 17 janvier, adressée à la notabilité de ce territoire du Sud Ubangui. La population et les notables locaux de Libenge (Equateur) accusent les agents des organisations humanitaires de se livrer à l'exploitation sexuelle des mineures.

Exploitation illégale des minerais: le gouvernement congolais salue la suspension de quatre officiers rwandais. Le gouvernement congolais félicite l'armée rwandaise pour les sanctions infligées à quatre de ses officiers supérieurs accusés d'exploitation illégale des minerais en RDC. Ces officiers, trois généraux et un colonel, ont été suspendus de leur fonction mardi 17 janvier et mis en résidence surveillée, en attendant le résultat des enquêtes.

RDC: Tshisekedi affirme « être officiellement entré en fonction comme chef de l'Etat ». Etienne Tshisekedi a annoncé ce vendredi 20 janvier au cours d'une conférence de presse «être officiellement entré en fonction comme chef de l'Etat élu du peuple». Il a aussi annoncé l'annulation des élections législatives ainsi que la formation de son gouvernement la semaine prochaine. «J'ai dû prêter serment devant la nation, il me restait un élément pour entrer officiellement en fonction. Cet élément est ce qu'on appelle en droit l'imperium c'est-à-dire la force publique», a déclaré le président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Estimant que l'armée et la police doivent faire allégeance au nouveau président de la République, Etienne Tshisekedi a affirmé avoir rencontré «une armée et une police acquises au changement». Certains journalistes congolais et étrangers ainsi que des militants de l'UDPS venus assister à la conférence de presse ont été empêchés par la police d'accéder à la résidence d'Etienne Tshisekedi. **Un non événement, selon la majorité.** Le secrétaire général

de la Majorité présidentielle, Aubin Minaku, a estimé que la déclaration d'Etienne Tshisekedi était un non événement. «Franchement, j'avais souhaité réagir par le silence mais c'est par respect à Radio Okapi que je réagis parce que c'est un non événement,» a-t-il déclaré ajoutant que « nous sommes une République avec une constitution. Il y a un président de la République élu». Affirmant qu'Etienne Tshisekedi s'était autoproclamé président de la République avant le début de la campagne électorale, Aubin Minaku a jugé inutile de continuer à réagir aux propos de l'opposant. (Radio Okapi)

Sud-Kivu : la société civile dénonce des violations des droits de l'homme. La société civile du Sud-Kivu vient de publier un mémorandum de deux pages intitulé «Les massacres au Sud-Kivu : plus Jamais ça». Ce document signé par une quarantaine de membres représentant différentes associations de cette province et parvenu à Radio Okapi jeudi 19 janvier, dénonce notamment «des prises d'otage, des meurtres et assassinats ciblés, des massacres de civils, des viols, des incendies des villages». De son côté, le gouverneur du Sud-Kivu, Marcelin Cishambo, demande à la population de collaborer «étroitement avec les forces de l'ordre en dénonçant les présumés auteurs de différents actes de criminalité» dans la province.

Mitwaba : la population fuit une probable attaque des FARDC contre les Mai-Mai. L'ONG Action contre la pauvreté, basée à Mitwaba dans le Katanga, rapporte un mouvement de populations dans ce territoire depuis le dimanche 16 janvier. Selon un responsable de cette ONG, ce déplacement fait suite à des rumeurs annonçant une attaque des militaires des Forces armées de la RDC contre la milice du chef Mai-Mai Kyungu Mutanga Gédéon dans le village de Kisele. Quelque cinq mille personnes auraient quitté ce village.

Samedi 21 janvier.

Le rapatriement des réfugiés Congolais vivant à Brazzaville annoncé en avril 2012. Les gouvernements de deux Congo et le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) comptent démarrer les opérations de rapatriement des réfugiés de la RDC installés au Nord du Congo Brazzaville en avril 2012. C'est la principale recommandation issue du groupe technique réuni jeudi 19 et vendredi 20 janvier à Brazzaville pour aborder la question de ce rapatriement.

Goma : la Monusco rapatrie 78 ressortissants Rwandais à Kigali. Soixante-dix-huit Rwandais, parmi lesquels des civils et ex-combattants FDLR ont été rapatriés jeudi 19 janvier de Walikale (Nord-Kivu) au Rwanda par la Monusco à travers son programme Démobilisation, désarmement, réinsertion, rapatriement et réintégration (DDRRR). Ce chiffre porte à 134, le nombre des rapatriés, dont 55 civils, 24 ex-combattants des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) et 55 dépendants.

Adolphe Lumanu suspend les plénières à l'assemblée provinciale du Nord-Kivu. Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, Adolphe Lumanu, a suspendu, vendredi 20 janvier, les plénières à l'assemblée provinciale du Nord-Kivu «jusqu'à nouvel ordre», suite à la démission de certains députés de leurs formations politiques pour lesquelles ils ont été élus. Dans sa décision adressée au gouverneur de province, avec copie au président de l'assemblée province et à l'inspecteur provincial de la police, Adolphe Lumanu appelle à une «exécution immédiate». Les éléments de la police ont ainsi quadrillé tôt le matin de ce samedi 21 janvier la salle de plénières pour empêcher aux députés d'y accéder. Pour le rapporteur de l'assemblée provinciale, Gilbert Kalinda, la mesure du ministre de l'Intérieur est un «assassinat et une régression de la démocratie» Il se demande comment le ministre Adolphe Lumanu peut s'attribuer les compétences de suspendre la tenue d'une session extraordinaire d'un organe délibérant. La session extraordinaire suspendue par le ministre de l'Intérieur a été

convoquée le 18 janvier dernier par l'Assemblée provinciale pour une durée d'un mois. (Radio okapi)

Dimanche 22 janvier.

Mbuji Mayi: Les autorités préoccupées par l'exploitation artisanale du diamant dans les résidences privées. Au cours d'une rencontre vendredi 20 janvier, le ministre provincial de l'Intérieur, le bourgmestre de Mbuji Mayi et les maires des communes de Diulu, Bipemba et la Kanshi, dans la capitale provinciale du Kasai-Oriental, se sont engagés à lutter contre l'exploitation artisanale du diamant dans les parcelles résidentielles. Ce phénomène, déjà observé dans la cité de Bakua Tshimuna, dans la même province, se vit depuis près de trois mois dans les communes précitées. Les habitants creusent des puits de diamant dans leurs parcelles, précisément dans les quartiers Tubondo et Mudiba, dans la commune de la Kanshi, Lubwa et Masanka dans la commune de Diulu et quelques quartiers de la commune de Bipemba. L'objectif de la rencontre, à laquelle a aussi participé le commandant du district centre de la police, était de trouver des voies et moyens pour mettre fin à cette pratique qui constitue un danger pour le tissu écologique de la ville, à cause surtout de la présence de nombreux ravins. Le ministre de l'Intérieur s'est engagé à envoyer ses services sur terrain pour décourager cette habitude. (Radio Okapi)

Bukavu : bagarre à l'Hôpital général entre victimes des massacres de Shabunda et présumés rebelles FDLR. Une bagarre a éclaté vendredi 20 janvier à l'hôpital général de référence de Bukavu entre des blessés de Shabunda internés depuis plusieurs jours et quatre nouveaux blessés amenés le même jour par des humanitaires. Selon la société civile qui livre l'information, les nouveaux venus ont été identifiés comme des éléments des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), auteurs du massacre de 40 personnes à Shabunda en début janvier. C'est vers 17h30, heure locale, qu'une femme blessée lors des attaques de Shabunda a dit reconnaître l'un des nouveaux arrivants comme étant un rebelle FDLR surnommé « commandant Bonheur », et qui serait l'adjoint du commandant des opérations FDLR à Shabunda, notamment lors des récentes attaques du début du mois. Selon un membre de la société civile, une bagarre s'est aussitôt engagée entre 20 civils blessés lors de ces attaques de Shabunda et les quatre présumés FDLR. Pour mettre fin à l'affrontement, les responsables de l'hôpital, avec l'aide des humanitaires, ont acheminé les quatre présumés FDLR dans un autre lieu où ils poursuivent des soins. Les blessés victimes de l'attaque des FDLR à Shabunda exigent l'arrestation immédiate de ces combattants. Pour un des responsables de l'opération Amani Leo des Forces armées de la RDC, qui confirme l'incident, il revient à la justice d'agir dans pareil cas. De son côté, le président du tribunal militaire de Bukavu précise que ces éléments doivent être protégés conformément à la loi internationale sur les conflits armés. Ils seront traduits en justice une fois guéris et leur culpabilité établie, a-t-il ajouté. (Radio Okapi)

Médias: la fermeture de la RLTV et de CFTV ne relève pas du CSAC, selon Jean Bosco Bahala. La fermeture de la RLTV et de CFTV, deux médias proches de l'opposition, ne relève pas de la compétence du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC). C'est ce qu'a déclaré, samedi 21 janvier, le président de cette institution, abbé Jean Bosco Bahala indiquant ne pas comprendre les attaques médiatiques dont serait victime le CSAC au sujet de la fermeture de ces médias. Le président du CSAC affirme que la compétence de son institution se limite à la régulation du contenu des médias. Selon lui, le traitement des dossiers relatifs à RLTV et de CFTV sont terminés depuis le 29 novembre 2011. Jean Bosco Bahala dit avoir invité ces chaînes à contacter le ministère de la Communication pour la résolution d'autres problèmes. « Pour RLTV, le ministère de la Communication nous a communiqué qu'ils avaient un problème judiciaire, mais il y a aussi un autre problème au niveau de la

réglementation. Nous leur avons écrit pour leur demander de se mettre en contact avec ces instances pour arranger leur problème et nous allons rouvrir cette chaîne », indique-t-il. Jean Bosco Bahala explique que CFtv a « un problème au niveau de la cession de la fréquence » dont le CSAC a été notifié pour en tenir compte dans le traitement de son dossier. (Radio Okapi)

Elections-RDC: l'OIF appelle au respect des principes démocratiques. Dans un communiqué daté du vendredi 20 janvier, le Secrétaire général de la Francophonie recommande l'apaisement et le respect des principes démocratiques dans la poursuite du processus électoral en RDC. Selon le texte, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) offre sa disponibilité d'accompagnement, précisant qu'elle ne prend position en faveur d'aucune partie au processus électoral.

Kisangani: des ONG formées sur les programmes de réparation en faveur des victimes des violations des droits de l'homme. Une dizaine de délégués d'ONG suivent depuis vendredi 20 janvier une formation sur les notions relatives à la mise en œuvre d'un programme de réparation en faveur des victimes des violations des droits de l'homme commises à Kisangani depuis dix ans environ. Selon le Centre international pour la justice transitionnelle qui organise cette formation, des milliers des victimes des différentes guerres qui ont eu lieu dans cette ville n'ont toujours pas bénéficié de programme de réparation. Pour Me Guy Mushiata, chargé de programme lutte contre l'impunité au Centre international pour la justice transitionnelle, cette situation ne relève pas seulement de la mauvaise volonté des politiques. Il reproche à la société civile et aux ONG de défense des droits de l'homme congolaises de manquer de méthodologie pouvant leur permettre de faire des plaidoyers en faveur des victimes. Indiquant que cette formation va permettre aux ONG de renforcer leurs capacités sur les questions de réparation en faveur des victimes, Me Guy Mushiata, affirme que les demandes formulées par les défenseurs des droits de l'homme sont «trop générales et pas assez précises». Les participants à la formation ont reconnu ne se limiter qu'au monitoring des violations des droits de l'homme et ont promis d'axer leur méthodologie sur la consultation des victimes directes et indirectes. Au début de la décennie 2000, la ville de Kisangani a connu plusieurs affrontements entre groupes armés. Les armées rwandaise et ougandaise s'y sont affrontées entre le 5 et 10 juin 2000. A l'issue des conférences organisées entre le 31 décembre 2010 et le 4 janvier 2011, le conseil provincial des laïcs de l'église catholique de Kisangani a demandé à la communauté internationale la mise en application de la résolution 1304 du Conseil de sécurité des Nations unies demandant au Rwanda et à l'Ouganda de réparer les dommages causés dans la ville de Kisangani par leurs armées respectives pendant la guerre de «Six jours». (Radio Okapi)

Nord-Kivu: la sécurité alimentaire des ménages s'est améliorée de 27% en 2011. La sécurité alimentaire des ménages du Nord-Kivu s'est améliorée en 2011. Evaluée à 52 % en 2010, la proportion des ménages de consommation alimentaire acceptable est passée à 79%. Ces chiffres ont été livrés, jeudi 19 janvier à Goma, lors de la présentation des conclusions d'une enquête réalisée par le ministère provincial de l'Agriculture et le Programme alimentaire mondial (PAM) en septembre 2011.

Lundi 23 janvier.

Brazzaville: cinq pays d'Afrique centrale préoccupés par le trafic d'enfants. La RDC, le Cameroun, le Congo-Brazzaville, le Gabon et la Guinée-Equatoriale doivent lutter ensemble contre le trafic d'enfants en Afrique centrale. C'est l'une des recommandations formulées par les représentants de ces pays, réunis du mercredi 18 au vendredi 20 janvier à Pointe noire, pour discuter de la traite des enfants. Les soixante participants à cette réunion ont reconnu la

gravité du trafic d'enfants dans leurs pays respectifs. Selon un rapport de l'Unicef, sur les mille huit cents enfants de la rue qui sont menacés par cette traite à Brazzaville, 30 % viennent de Kinshasa. Ces enfants kinois (appelés communément : « shégués ») seraient utilisés à Brazzaville et à Pointe noire comme domestiques, prostitués et garçons de course dans les commerces. Une étude menée à Kinshasa par l'Unicef en 2010 indique que quelque trois mille enfants sont menacés par le trafic humain. Un membre de la délégation de la RDC a affirmé que 77% de ces enfants viennent des foyers pauvres de Kinshasa. Les participants à la réunion ont recommandé à leurs gouvernements «de redynamiser leur Unité dans la lutte contre le trafic des enfants dans la sous région». Pour Marianne Flash du bureau de l'Unicef à Brazzaville, il faut une approche plus communautaire « pour des résultats plus concrets » à ce problème. (Radio Okapi)

L'évêque de Mbuji-Mayi dénonce des menaces contre les prêtres catholiques. L'évêque du diocèse de Mbuji-Mayi, Mgr Bernard-Emmanuel Kasanga est monté au créneau, ce lundi 23 janvier, pour dénoncer des cas de menaces et intimidations sur les abbés catholiques du chef-lieu du Kasai-Oriental. Selon des sources, quatre prêtres de ce diocèse seraient recherchés par des personnes non autrement identifiées. Des inconnus passeraient par des fidèles pour recueillir des renseignements sur les prêtres catholiques et les couvents où ils habitent. Et pour Mgr Bernard-Emmanuel, ce phénomène fait suite aux élections présidentielles et législatives du 28 novembre dernier: «Il y a beaucoup de cas d'insécurité dans des couvents de sœurs et autour des ecclésiastiques dans le presbytère. Tout autour, les voisins sont toujours inquiets et témoins de cette insécurité dans la ville de Mbuji-Mayi. Depuis un temps, on attendait plus parler de ça. Ce qui me pousse à dire que depuis les élections, une attitude s'est installée dans le chef de ceux qui nous sécurisent. On sent de leur part soit un abandon.» Le diocèse lie ces menaces à la nature d'homélies dites durant cette période électorale, aux cours desquelles l'église catholique dénonce des «des irrégularités et des faiblesses inquiétantes» lors de ce double scrutin. «Je pense que c'est en rapport avec la vérité. Quand on a affaire à des personnes qui ont fait l'option de dire la vérité et cette vérité gêne», a conclu l'évêque du diocèse de Mbuji-Mayi. (Radio Okapi)

RDC: l'opposition et la majorité réagissent au dialogue inclusif proposé par Abdou Diouf. Le secrétaire exécutif adjoint chargé des affaires politiques au Mouvement pour la libération du Congo (MLC), Jean Lucien Bussa, soutient l'idée d'un dialogue inclusif pour calmer la tension, souhaité par le secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), Abdou Diouf. Jean Lucien Bussa espère que ce dialogue aboutisse «au recomptage des voix de la présidentielle». La déclaration de Diouf montre que la RDC est mise «sous la loupe», a réagi pour sa part, Henri-Thomas Lokondo, sénateur de la Majorité.

Mbuji-Mayi: reprise timide des cours dans les écoles de la Miba. Les cours ont repris timidement, ce lundi 23 janvier, dans les écoles primaires et secondaires de la Miba (Minière de Bakwanga), à Mbuji-Mayi (Kasai-Oriental), après trois semaines environ de grève sèche. Au cours d'une réunion organisée le même jour, la directrice Miba de l'enseignement, Brigitte Mbombo, et les chefs d'établissement de ces écoles se sont mis d'accord pour lever la grève.

RDC: 400 formateurs électoraux réclament le paiement de leurs primes. Quatre cents formateurs électoraux nationaux réclament à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) le paiement de leurs primes. Venus de toutes les provinces et dispatchés, pendant la période électorale, à travers le pays, ces agents ont déclaré, ce dimanche 22 janvier à Radio Okapi, mener une vie de misère dans la capitale, ne pouvant même pas regagner leurs provinces d'origine. Après les élections du 28 novembre, ils ont rejoint Kinshasa pour obtenir

leurs primes.

Matadi : le gérant de «Congo futur» en liberté provisoire. Le gérant de la chambre froide de l'entreprise «Congo futur» est en liberté provisoire. Incarcéré à la prison du camp Molayi depuis une semaine, il a été transféré au parquet de grande instance de Matadi (Bas-Congo) avant d'être libéré ce lundi 23 janvier. Suite à une plainte déposée par le ministère provincial de l'Economie, plusieurs griefs sont retenus contre lui, notamment la mauvaise application de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

RDC: l'organisation d'une table ronde diversement appréciée par la classe politique. L'organisation d'une table ronde proposée par Léon Kengo Wa Dondo, Antipas Mbusa Nyamwisi et Adam Bombole, trois candidats malheureux à l'élection présidentielle du 28 novembre, pour «tenter d'endiguer la crise politique se profilant à l'horizon en RDC», est diversement appréciée par la classe politique congolaise. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) d'Etienne Tshisekedi rejette cette proposition. La Majorité présidentielle (MP) exige «le respect du cadre républicain». (Lire la suite...)

Mardi 24 janvier.

CPI: le procès Bemba de nouveau reporté. Le procès de Jean-Pierre Bemba a de nouveau été reporté, ce lundi 23 janvier, et devrait reprendre le jeudi 26 janvier avec l'audition du 37^e témoin, appelé par l'accusation depuis l'ouverture du procès, il y a plus d'un an. Suspendu le 10 décembre dernier, en raison des vacances judiciaires, le procès aurait dû reprendre le 9 janvier. Mais il a été reporté à plusieurs reprises, en raison des difficultés, pour le procureur, à faire venir les témoins à la barre.

RDC-législatives: la date de la publication de résultats provisoires toujours pas fixée. La date de la publication de résultats provisoires des élections législatives pour l'ensemble du pays n'est toujours pas connue. L'heure est encore à l'examen des recours de plusieurs candidats, a affirmé, lundi 23 janvier, le vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Jacques Djoli.

Katanga: la Linapedho accuse les FARDC de tracasseries à Wakipindi. La Ligue nationale pour le droit de l'Homme (Linapedho) a accusé, lundi 23 janvier, les militaires des FARDC d'ériger une barrière à l'entrée du village Wakipindi, située à près de 25 km du barrage de Nseke à Nzilo à Kolwezi, pour traquer les passagers.

Kasaï-Oriental: l'audience des agents de la Ceni accusés de fraude renvoyée au 13 février. Le procès qui oppose le collectif des candidats à la députation nationale de la circonscription électorale de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) aux douze agents du Centre local de compilation des résultats (CLCR) de la ville a été renvoyé au lundi 13 février. Ces agents de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) sont accusés de complicité de fraude dans le traitement des résultats, de substitution et falsification des procès verbaux des résultats électoraux en faveur d'un candidat.

Trois présumés sorciers brûlés vifs à Gbadolite. Une femme et deux présumés complices, accusés d'avoir rendu mystérieusement malade un jeune homme de vingt quatre ans, ont été brûlés vifs par des habitants de leur quartier, lundi 23 janvier, à Gbadolite dans la province de l'Equateur. Les victimes ont été dénoncées par un féticheur qui leur a attribué la responsabilité de la maladie du jeune homme, dans le coma depuis une semaine.

Les déplacés de Shabunda en difficulté dans les territoires voisins, selon Ocha. Des milliers de déplacés, qui ont fui des combats à Shabunda, sont confrontés aux difficultés d'accès à l'eau potable, aux vivres et aux abris dans les territoires voisins de Kalehe, Kabare et de Walungu. C'est ce qu'a indiqué le Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha) à travers ses premières estimations des besoins de ces sinistrés.

Le siège de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu toujours quadrillé par des policiers. Le siège de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu est resté inaccessible aux députés, jusqu'à ce mardi 24 janvier, quatre jours après la suspension de sa session extraordinaire par le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur Adolphe Lumanu. La police anti-émeutes quadrille le secteur, depuis samedi, au grand regret des députés.

Rutshuru: le porte-parole de l'opération Amani Leo annonce la mort de 5 FDLR. Le porte-parole de l'opération Amani Leo, le colonel Sylvain Ekenge, a annoncé la mort d'un officier des Forces démocratiques pour la libération de Rwanda (FDLR) et de quatre de ses hommes, dimanche 22 janvier, lors d'un accrochage avec les Forces armées de la RDC (FARDC) dans la localité de Bugomba. Il a déclaré à Radio Okapi ce mardi 24 janvier que cela constituait « un pas de plus vers le démantèlement de ces rebelles rwandais au Nord et Sud-Kivu ».

La VSV dénonce «un plan de relégation» d'Etienne Tshisekedi dans son village natal. L'ONG de défense des droits de l'Homme, la Voix des sans voix (VSV) affirme être au courant d'un «plan de relégation» du président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Etienne Tshisekedi vers son village natal, Kabeya Kamwanga au Kasai-Oriental. Dans une déclaration faite mardi 24 janvier à Radio Okapi, le président de cette ONG, Doli Ibefo, invite le gouvernement à renoncer à ce plan afin de privilégier la paix et la concorde nationale.

Insécurité: des policiers seront postés sur le site de l'Université de Kinshasa. Le conseil de sécurité de la commune de Lemba (Kinshasa) a décidé vendredi 20 janvier d'implanter des postes de police sur le site de l'Université de Kinshasa (Unikin) et de renforcer les patrouilles. Selon le bourgmestre de cette commune, ces dispositions ont été prises pour sécuriser les étudiants et les professeurs en proie à des attaques des bandits depuis plusieurs mois.

Irumu: des miliciens du FPJC attaquent et pillent le village de Bubongo. Une cinquantaine de miliciens du Front populaire pour la justice au Congo (FPJC) ont attaqué dans la nuit de lundi à mardi 24 janvier le village de Bubongo (Province Orientale) situé à plus de 50 km au Sud de Bunia dans le territoire d'Irumu en Ituri. Selon la société civile de ce territoire, les assaillants ont pillé des boutiques et des maisons d'habitation et emporté 23 grammes d'or, 1 000 dollars américains, cinquante-deux sacs de riz et vingt-trois sacs de sel, une dizaine de caisses de bière et des habits.

Mercredi 25 janvier.

Hervé Ladsous: «Il y a beaucoup de leçons à apprendre des élections présidentielle et législatives en RDC». En visite en RDC depuis ce mardi 24 janvier, le secrétaire général adjoint chargé du maintien de la paix de l'Organisation des Nations unies (Onu), Hervé Ladsous, a réitéré le soutien de cette organisation au processus électoral congolais. Selon lui, «il y a effectivement beaucoup de leçons à apprendre de la manière dont se sont passées les élections présidentielle et législatives » dans ce pays. **Hervé Ladsous entame des rencontres avec les autorités congolaises.** Le secrétaire général adjoint des Nations Unies en charge des

opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a entamé ce mercredi 25 janvier une série de rencontres avec les autorités congolaises. Dans la matinée, il s'est entretenu avec le ministre congolais des affaires étrangères, Alexis Tambwe, avant de rencontrer les membres du bureau de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), le Premier ministre, Adolphe Muzito, et le ministre de l'Intérieur, Adolphe Lumanu.

Gemena: l'aéroport fermé suite à une grève sèche des agents de la RVA. L'aéroport de Gemena, dans le nord de l'Equateur, est fermé depuis mardi 24 janvier, suite à une grève sèche illimitée décrétée la veille par les agents de la Régie des voies aériennes (RVA), à l'issue de leur assemblée générale. Selon des témoins, tous les services sont paralysés, depuis la tour de contrôle jusqu'au service anti-incendie, en passant par le bureau commercial.

Jeudi, 26 janvier.

Un officier des FARDC disparaît avec 30 de ses hommes à Beni. Le colonel Albert Kahasha, commandant du 808^e régiment à Eringeti, à 54 Km au nord de Beni au Nord-Kivu, a quitté le camp des Forces armées de la RDC (FARDC), pendant la nuit de mardi 24 janvier, avec une trentaine d'hommes, dont sa garde personnelle. La société civile craint une défection de la part de cet officier. Des sources militaires dans la région disent attendre le déroulement de l'enquête avant de statuer.

L'ONG MSF préoccupée par la situation des personnes vivant avec le Sida en RDC. Un million deux cent cinquante mille personnes vivent avec le VIH/Sida en RDC. Quarante-quatre mille d'entre elles seulement ont accès au traitement des antirétroviraux (ARV). La coordonnatrice médicale de l'ONG Médecins sans frontières (MSF)/Belgique, Docteur Ania de Weggheleire, a donné ces chiffres mercredi 25 janvier au cours d'une conférence de presse. L'ONG se dit préoccupée par la situation des personnes vivant avec le Sida en RDC et déplore le manque d'investissement du gouvernement congolais ainsi que le désengagement des bailleurs des fonds.

Rutshuru: «la jeunesse hutu» proteste contre l'enlèvement de leur chef. Des manifestants, se réclamant de la « jeunesse hutu congolaise», ont envahi, jeudi 26 janvier, les rues de la ville de Goma au Nord-Kivu, pour protester contre l'enlèvement d'un de leurs compagnons porté disparu depuis lundi. La police tentait encore en fin de matinée de disperser les manifestants et ôter leurs barricades.

Elections-RDC : l'opposition soumet ses préoccupations à Hervé Ladsous. Le secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a rencontré ce jeudi 26 janvier des membres de l'opposition congolaise au quartier général de la Monusco à Kinshasa. Ils ont échangé sur la situation de droits de l'homme en RDC et le processus électoral. Les opposants congolais ont notamment soumis au diplomate onusien leurs préoccupations au sujet des élections présidentielles et législatives du 28 novembre. Au terme de la rencontre, Vital Kamerhe, président de l'Union pour la nation congolaise (UNC) et candidat malheureux à l'élection présidentielle, a affirmé avoir dressé « un tableau des violations continues des droits de l'Homme en RDC, surtout tout au long du processus électoral ». Parlant de l'élection présidentielle, il a demandé le recomptage des voix pour « rétablir la vérité des urnes ». « D'un côté, le président Etienne Tshisekedi, légitime parce qu' élu par le peuple. De l'autre côté, le président Joseph Kabila proclamé par la Ceni et confirmé par la Cour suprême de justice. Pour rétablir la vérité des urnes et la justice pour tout le monde, il faut recompter les voix pour la présidentielle et là on ne prend pas toutes les provinces. On peut prendre quelques provinces test comme le Katanga, Kinshasa, le Kivu, le Kwilu et la Province Orientale », a déclaré le président de l'UNC. Martin Fayulu, du parti

Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecidé), s'est interrogé sur le rôle de la Monusco au cours des élections présidentielle et législatives: « La Monusco a été témoin des changements des procès-verbaux, des pertes des PV. Alors quel était finalement le rôle de la Monusco ? Et comment est-ce que la Monusco aujourd'hui ne peut pas nous dire clairement ce qui s'est passé réellement parce qu'il était témoin de tout ? » (Radio Okapi)

RDC : Etienne Tshisekedi empêché de se rendre au palais de la Nation. Etienne Tshisekedi n'a pu se rendre au Palais de la nation, bureau officiel du chef de l'Etat congolais, accompagné de ses militants ce jeudi 26 janvier comme il l'avait annoncé la semaine passée. Les éléments de la police déployée autour de sa résidence, située dans la commune de Limete, ont dispersé tout rassemblement et interdit l'accès au domicile de l'opposant.

Législatives – RDC : Majorité et Opposition commentent les résultats partiels. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a poursuivi jeudi 26 janvier la publication des résultats partiels des législatives du 28 novembre dernier. Quatre cent trente-deux députés sont déjà connus sur les cinq cents que va compter la prochaine Assemblée nationale. Pour le sénateur Henry-Thomas Lokondo, membre de la Majorité présidentielle (MP), cette publication des résultats des élections législatives renforce « la légitimité de l'Etat ». « La légitimité de l'Etat se complète. Le chef de l'Etat avait déjà prêté serment. Il ne reste maintenant que la mise en place du parlement qui est l'institution la plus importante dans une démocratie », estime le sénateur. De son côté, le député de l'opposition, Clément Kanku pense que cette publication se fait sur fond d'une « grande crise politique », expliquant que la Ceni n'a pas corrigé « les multiples irrégularités dénoncées par certains candidats ». « Nous pensons que cette publication doit prendre en compte tous ces paramètres pour que les résultats annoncés ne soient pas, au finish, une patate chaude qu'on lancerait dans les mains du gouvernement », dit-il. **A qui la majorité ?** L'ancienne Alliance pour la majorité présidentielle (PPRD, Palu, MSR, ARC, Cofedec, Unadef, Unadec et CCU) compte déjà 128 députés. Les nouveaux partis signataires de la charte de la MP ont 74 sièges, portant à 202 le nombre de députés de cette plate forme. A ce nombre, il faudrait ajouter les députés fournis par les partis qui ont raflé un à quatre sièges. Compte tenu de cette configuration, l'ancienne majorité risque d'être reconduite d'autant plus que la somme des députés de grands partis de l'opposition (UDPS, MLC, UNC, RCD-KML, UFC) atteint à peine 80 élus. Les indépendants sont au nombre de 16. Analysant ces résultats, le sénateur Henry Thomas Lokondo indique : « Ça sera la continuation du jeu de coalition qui va se faire. Quand il y a coalition il y a toujours une majorité qui se dégage. Même si elle n'est pas absolue, il y a un parti politique phare qui aura besoin des autres pour la paix sociale et politique. » Clément Kanku déclare, de son côté, qu'avec les percées de certains partis, une nouvelle configuration politique plane à l'horizon. Il explique que certains partis influents en 2006 ont perdu plus de la moitié de leurs sièges ou ne se retrouvent même plus dans la configuration de la nouvelle assemblée. « Il y aura certainement un repositionnement par rapport aux intérêts des uns et des autres mais nous croyons que la constance est une vertu cardinale pour nous acteurs politiques », affirme, en outre, le coordonnateur de l'Union pour la nation. **La Ceni ouvre une brèche.** La Ceni a annoncé la publication des résultats restants dans les prochains jours. Il s'agit notamment des résultats de trois circonscriptions de Kinshasa ainsi que ceux de: Popokabaka (Bandundu), Kongolo (Katanga), Rutshuru (Nord-Kivu), Mbuji-Mayi (Kasaï-oriental) Le Ceni compte, en outre, réorganiser les élections dans six circonscriptions électorales « affectées par des violences ». Il s'agit de : Kiri dans le Bandundu, Ikela à l'Equateur, Punia au Maniema, Masisi au Nord-Kivu, Kole et Lomela au Kasaï-Oriental, Demba au Kasaï-Occidental. Le président de cette institution a proposé de recourir à la Cour suprême de justice (CSJ) pour trancher des cas d'irrégularités. Pour le Professeur Félicien Kabamba de l'Université de Kinshasa (Unikin), réorganiser des élections dans certaines circonscriptions risque d'ouvrir une brèche. « Cette ouverture de la Ceni donne la possibilité aux candidats malheureux de

demander que cette reprise des élections puisse s'étendre aussi aux circonscriptions où ils estiment avoir été lésés », a-t-il expliqué. Pour le recours à la Cour suprême, ce professeur se demande comment ce problème sera traité : « Quand on sait qu'elle [la CSJ] n'est pas en dehors de la société congolaise et qu'elle n'est pas débarrassée de toute attitude corruptible. Nous y retrouvons les principaux maux de la société congolaise. ». (Radio Okapi)

Dimanche 29 janvier.

La RDC est le pays le plus affecté par la lèpre en Afrique. Le directeur du Programme national de lutte contre la lèpre, Dr Norbert Mputu, a indiqué samedi 28 janvier que 20% des cas de lèpres enregistrés en Afrique se trouvent en RDC, plaçant ce pays en première position sur le continent pour cette maladie qui attaque la peau humaine. Le Dr Mputu l'a affirmé au cours d'une journée d'information organisée en marge de la 59ème journée mondiale de la lèpre. Selon lui, parmi les 90 zones de santé encore endémiques, celles du Katanga, du Bandundu, de l'Equateur et de la Province Orientale sont les plus touchées. « La lèpre reste un problème dans notre pays puisque nous avons pratiquement quatre provinces qui n'ont pas encore atteint le seuil d'élimination de la lèpre. Et dans ces provinces, nous avons des districts hautement endémiques, comme le Tanganyika dans le Katanga », explique-t-il. Avec une moyenne de 5 000 nouveaux cas de lèpre dépistés chaque année, la RDC est le pays le plus affecté par la lèpre en Afrique, affirme le Dr Mputu. Si au niveau national, la situation est contrôlée, selon lui, c'est au niveau des provinces que des inquiétudes persistent. Le chargé national de la lutte contre la lèpre demande l'aide de la population pour « dépister précocement les malades », dès les premiers signes de la maladie. « Quand un malade se présente avec une tache, on va le prendre en charge. Et dans les mois qui suivent, les tâches vont disparaître et il sera guéri. Et, c'est gratuit. Si le malade se cache, quand il va se présenter, ce sera trop tard. Il va se présenter avec des infirmités ». (Radio Okapi)

Goma : Les FARDC invitent le commandant déserteur du 808e régiment à se rendre. Le porte-parole des opérations militaires au Nord-Kivu, le colonel Sylvain Ekenge, a invité samedi 28 janvier le colonel Albert Kahasha, commandant du 808e régiment Fardc basé à Eringeti, dans la même province, à se rendre aux Fardc, après sa défection du mardi 24 janvier dernier.

Kalehe : des tribus réfléchissent sur la cohabitation pacifique. Une rencontre dénommée « lutte pour la paix et la cohabitation pacifique entre communautés locales », débutée samedi 28 janvier à Kalehe, dans le Sud-Kivu, se poursuit ce dimanche. Environ 200 personnes venues de toutes les communautés de ce territoire se sont réunies à l'église 8e CEPAC pour réfléchir sur les moyens de cohabiter pacifiquement. Cette rencontre a été initiée par la société civile pour sensibiliser toutes les couches sociales à s'engager à combattre les tensions qui règnent souvent entre les communautés ethniques. A l'issue de la première journée, le président de la société civile de Kalehe, Jean De Dieu Cikuru, se rejouit d'avoir pu « faire asseoir tous les ressortissants de ces communautés » pour discuter avec eux des moyens pacifiques de résoudre les conflits. « Il y a plusieurs conflits, des conflits liés aux terres, les conflits liés aux intérêts, les conflits liés au pouvoir ; et nous avons trouvé l'occasion pour parler de ces conflits, parce que nous voulions qu'il y ait vraiment toute la population qui participe pour que le message passe », a-t-il expliqué. Jean De Dieu Cikuru ajoute qu'en plus des recommandations issues de cette rencontre, les participants comptent s'engager dans une déclaration à œuvrer pour la paix dans le territoire de Kalehe. Ensuite, poursuit le responsable de la société civile dans ce territoire, un « Barza » regroupant des représentants de toutes les communautés sera constituée pour faire aboutir les conclusions de cette rencontre. (Radio Okapi)

Beni: la société civile accuse le parquet d'entretenir l'impunité. La coordination urbaine de la société civile de Beni, dans le Nord-Kivu, a accusé, mercredi 25 janvier, le parquet secondaire local d'entretenir l'impunité. Elle a cité notamment le cas d'un magistrat de cette juridiction qui, en début de semaine, a fait libérer, sans audition, un groupe de bandits venus de Bunia dans la Province Orientale.

Kalemie : le centre Catal en difficultés pour la prise en charge des lépreux. A Kalemie, dans le Katanga, où la journée mondiale de lutte contre la lèpre est passée inaperçue ce dimanche 29 janvier, le personnel médical du centre Catal déplore des difficultés dans la prise en charge des lépreux. Les médicaments sont régulièrement en rupture de stock, mettant en danger les malades et la communauté.

Nord-Kivu: une collecte des dons en faveur des déplacés de Walikale. Le Bureau d'études pour le développement du territoire de Walikale (Bedewa) a organisé dimanche 29 janvier à Goma (Nord-Kivu) une collecte des dons en faveur de près de 21 000 déplacés de Ntoto, Kashebere, Kimua 2 et Pinga, dans le territoire de Walikale. Pour cette structure qui a récolté des savons, du sel, des ballots d'habits usagers et de l'argent, cette action est un défi que le peuple lance au gouvernement. «Je crois que le peuple veut mettre le gouvernement au défi. Ça fait 3 mois que la population est dans la rue, ça fait 3 mois qu'on a brûlé leurs cases, ça fait 3 mois que la population est en débandade. Mais, le gouvernement n'a fait aucune action pour essayer de soulager la population », a déclaré le secrétaire exécutif du Bedewa, Prince Kihangi.

Hervé Ladsous invite l'Etat congolais à rétablir son autorité à Walikale. Le secrétaire général adjoint des Nations unies en charge des opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, invite l'Etat congolais à rétablir son autorité dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu). En visite de travail samedi 28 janvier à Ntoto, une localité de ce territoire, il estime que c'est le seul moyen de résoudre le problème majeur d'insécurité dans cette région, en proie à l'insécurité généralisée causée par les rebelles Rwandais des FDLR.

Lundi 30 janvier.

Kinshasa : l'Asadho condamne les «arrestations arbitraires et enlèvements» des militaires et policiers. L'Association africaine de défense des droits de l'Homme (Asadho) condamne les «arrestations arbitraires et enlèvements» des militaires et policiers par l'Agence nationale de renseignement (ANR) et la Garde républicaine. Le chargé des investigations et point focal de cette ONG, Romain Mindomba, déclare que ces arrestations ont été opérées nuitamment entre les mois de novembre et décembre 2011 principalement au camp Bumba dans la commune de Lemba à Kinshasa. Dans un communiqué publié jeudi 27 janvier, l'Asadho renseigne que depuis le début de l'année, plus de vingt militaires du camp Bumba ont été arrêtés « sans mandat approprié » et sont actuellement détenus au camp militaire Kokolo. L'ONG indique, en outre, que trois officiers de la Police nationale congolaise ont été enlevés le 6 novembre 2011 entre 12h et 20h par des militaires de la Garde républicaine au camp Badara dans la commune de Nsele. Il s'agit du: colonel Roger Boyele, colonel Kapinga, major Patrick Kwilu. Ces officiers seraient privés de toute visite, même médicale. Pour Romain Mindomba, les arrestations aussi bien des militaires que des civils doivent se faire par la justice avec des mandats dûment signés. Il recommande au chef de l'Etat de faire cesser les actes d'enlèvement, d'arrestations, de détentions illégales et de torture commis par les agents de l'ANR. Il demande à l'auditeur général des Fardc d'ordonner des poursuites judiciaires contre les agents de l'ANR et de la Garde républicaine qui se sont rendus coupables de ces actes. L'auditorat général des Fardc, pour sa part, demande à l'Asadho de chercher « la vraie

information à la source », expliquant que toutes ces personnes dont parle l'Asadho se trouvent en détention et attendent d'être jugées pour des faits qui leur sont reprochés. (Radio Okapi)

Nord-Kivu: défection d'un commandant de régiment, les FARDC lancent les recherches.

Le commandant du 808e régiment des Fradc, basé à Eringeti à Beni-ville, le colonel Albert Kahasha qui avait fait défection dans la nuit de mardi à mercredi 25 janvier est recherché par sa hiérarchie. Selon le porte-parole des opérations militaires au Nord-Kivu, le Colonel Sylvain Ekenge, l'officier « déserteur », toujours en errance dans la province du Nord-Kivu, aurait emporté avec lui une importante quantité d'armes et munitions et tenterait de rejoindre un groupe d'autres officiers insurgés au Sud-Kivu.

Beni : la société civile dénonce l'insécurité persistante. Dans un communiqué de presse rendu public dimanche 29 janvier, la société civile de Beni a dénoncé l'insécurité persistante qu'elle impute aux rebelles ougandais des ADF-Nalu, aux Mai-Mai et à des hommes armés encore opérationnels dans ce territoire. Le document évoque plusieurs cas de tueries, d'enlèvements et d'assassinats commis par des hommes armés citant notamment le cas des corps de deux militaires et un civil retrouvés le dimanche au bord de la rivière Bango, sur la route Mbau-Kainama. Ces trois hommes étaient portés disparus depuis une semaine. Le communiqué indique aussi que des hommes armés ont fait irruption dans la localité de Mabuku, dans la nuit de samedi à dimanche et ont pillé cinq boutiques, emportant une moto. La société civile de Beni demande aux Fradc de déployer davantage de troupes dans la région afin de traquer les ADF-Nalu et les Mai-Mai, réfractaires au désarmement.

Elle recommande aussi au gouvernement de doter les militaires en moyens de transport et en primes pour leur permettre de remplir leur mission. Affirmant que les rebelles ougandais ADF-Nalu et les Mai-Mai de Kikurukuku restent hostiles au programme de désarmement, malgré les appels répétés des responsables Fradc, les responsables de cette société civile exhortent la population de Beni à collaborer avec les forces de sécurité pour arrêter ceux qui approvisionnent ces groupes armés en armes notamment. Les mêmes sources ajoutent que les habitants des groupements de Malio et Mwenye, paient un lourd tribut de la présence des Mai-Mai qui percevaient illégalement la taxe mensuelle de 10 dollars dans chaque ferme ainsi que d'autres frais. (Radio Okapi)

RDC : des ONG appellent les acteurs politiques à résoudre la « crise post-électorale » par le dialogue. La plateforme « Agir pour les élections transparentes et apaisées » (AETA), regroupant une vingtaine d'ONG, a appelé dimanche 29 janvier les acteurs politiques à s'engager dans un dialogue afin de résoudre la « crise postélectorale. Pour les membres de cette plateforme, le pays ne peut pas évoluer sur fond « d'incertitude et de mécontentements non résolus ».

A l'appel d'Etienne Tshisekedi, journée ville morte à Mbuji-Mayi. Toutes les activités ont été perturbées au cours de la journée de ce lundi 30 janvier, à Mbuji-Mayi. Marchés, magasins, écoles privées et publiques sont restées fermés. Quelques personnes interrogées ont affirmé répondre au mot d'ordre de grève générale lancé par le président de l'UDPS, Etienne Tshisekedi. Le président fédéral de l'UDPS a indiqué que le mot d'ordre de grève a été largement suivi. Même le transport en commun n'a pas normalement fonctionné. A peine quelques motos taxis en circulation. Marchés, boutiques, magasins et même les pharmacies sont restées fermées. Les quelques élèves qui se sont présentés dans les écoles ont été renvoyés par les responsables d'établissements scolaires. Les principales sociétés de télécommunications n'ont pas ouvert. Un responsable de l'entreprise Swanepoel, qui se rendait au deuil de sa mère, a été lynché et brûlé après avoir été aspergé d'essence, par des inconnus, dans la commune de la Muya. Il a été admis à l'hôpital Bonzola pour des soins. Du côté de l'administration publique, quelques agents arrivés, sont restés debout devant les

bureaux, observant la situation. Le gouverneur de province, Alphonse Ngoyi Kasanji, a fait le tour de la ville pour se rendre compte de la situation sur le terrain. Le maire de Mbuji-Mayi, pour sa part, a minimisé la situation, soutenant qu'il agissait d'une petite perturbation, observée généralement tous les lundis. Depuis dimanche soir et ce lundi matin encore, le gouvernement provincial demandait à la population de vaquer paisiblement à ses occupations. Le commissaire provincial de la police a même utilisé des mégaphones pour demander à la population de se rendre au travail. La grève a été également suivie notamment à Mwene-Ditu, deuxième ville de la province, et dans la cité de Bakwa Tshimuna. La grève a touché certaines activités dans la ville de Kananga au Kasaï, notamment les établissements scolaires qui ont fermé leurs portes. Cependant, elle n'a pas été suivie dans le reste du pays. (Radio Okapi)

RDC: 1600 nouveaux cas de lèpre dépistés au Katanga. Plus de mille six cents nouveaux cas de lèpre ont été dépistés dans la province du Katanga, a déclaré le docteur Mputu Luengu, médecin responsable du programme national d'élimination de la lèpre, en marge de la journée internationale de lutte contre la lèpre célébrée chaque dernier dimanche du mois de janvier. «Les médicaments sont disponibles même si l'on enregistre quelque fois des problèmes de leur acheminement vers les zones de santé», a-t-il assuré

Mardi 31 janvier.

RDC : le Renadhoc condamne «l'assignation tacite en résidence surveillée» d'Etienne Tshisekedi. Le Réseau national des ONG des droits de l'homme de la République démocratique du Congo (Renadhoc) s'insurge contre « l'assignation tacite en résidence surveillée » d'Etienne Tshisekedi. Dans un communiqué publié lundi 30 janvier à Kinshasa, il demande au gouvernement de lever le dispositif policier déployé autour de la résidence du leader de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS).

Mbuji-Mayi : la Miba déplore les morts par électrocution dans ses installations. Trois personnes sont décédées par électrocution, en l'espace d'une semaine, dans l'usine centrale du polygone minier de la Minière de Bakwanga (Miba), à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Les responsables de cette société minière déplorent ces morts et demandent aux autorités provinciales d'organiser des opérations de ratissage pour dissuader les creuseurs clandestins d'entrer dans le polygone minier.

Sud-Kivu: les FARDC attaquent un bistrot et emportent 4 500 \$ à Bibombe. Un groupe de huit militaires du 109e régiment des FARDC ont attaqué un bistrot dans la nuit de lundi 30 à mardi 31 janvier à Bibombe dans le territoire de Mwenga au Sud-Kivu. Selon la police de Kamituga, cité minière située à une dizaine de kilomètres de Bibombe, ils ont emporté 4 500 dollars américains, 390 000 Francs congolais (423 dollars américains) et 25 tola d'or [une mesure utilisée par les trafiquants artisanaux d'or].

Elections-RDC: des chefs d'Etat africains favorables à un recomptage des voix, selon Vital Kamerhe. Certains chefs d'Etat africains sont «plus que favorables» pour le recomptage des voix des élections présidentielle et législatives en RDC, a déclaré Vital Kamerhe, à son retour, mardi 31 janvier, d'Addis Abeba, en Ethiopie, où il a conduit une délégation de l'opposition congolaise au sommet de l'Union africaine (UA). Le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC) a affirmé avoir rencontré plus de quinze chefs d'Etat africains à qui il dit avoir remis un mémorandum demandant ce recomptage des voix.

Beni: un magistrat poursuivi pour association des malfaiteurs transféré à Goma. Le magistrat Luc Imbombo Ibochwa du parquet secondaire de Beni, poursuivi pour association

des malfaiteurs, recel et extorsion, a été transféré, ce mardi 31 janvier matin, à Goma. Ce transfèrement a été salué par la société civile de Beni, parlant de la lutte contre l'impunité.

Maniema: crash d'un antonov à Namoya. Un antonov 28 appartenant à la compagnie Tracep Congo de Bukavu a fait un crash, lundi 30 janvier, à 10 Km à vol d'oiseau de Namoya dans la province du Maniema. Il provenait de Bukavu dans le Sud-Kivu, avec à son bord cinq personnes avec des bagages, ont indiqué les autorités provinciales. Le ministre provincial des Transports et Voies de communication du Sud-Kivu, Laban Kyalangalilwa, a confirmé, ce mardi, le crash de cet avion affrété par l'Agefreco: «Il n'y a plus de doute. L'avion a connu un accident. Il y a eu un crash, qui a fait que l'avion soit tombé dans la forêt de Namoya.» Il a estimé que cet accident serait dû à de mauvaises conditions atmosphériques. Un autre antonov appartenant à la même compagnie Tracep Congo avait fait un crash, il y a six mois, dans le parc national de Kahuzi Biega. Tous les membres d'équipage avaient péri. (Radio Okapi)

Procès MLIA: peine de mort requise contre 17 prévenus. L'auditeur de garnison militaire de Gemena a requis, samedi 28 janvier, la peine de mort contre dix sept prévenus accusés d'avoir participé à l'insurrection armée du Mouvement de libération indépendant et alliés (MLIA) et vingt ans de prison ferme contre un militaire poursuivi pour viol. Cette juridiction siégeait en audience publique dans le procès de vingt deux insurgés MLIA, arrêtés depuis 2009 à la localité de Dongo dans le territoire de Kungu dans le Sud-Ubangui (Equateur). Le tribunal militaire de garnison de Gemena a pris l'affaire en délibéré devrait en rendre son verdict le jeudi 2 février. Ce procès a tiré en longueur notamment à cause du départ de l'ancien auditeur militaire de la garnison de Gemena, du manque des moyens pour l'organisation d'une audience foraine à Dongo, localité où les faits se sont produits, à 260 km de Gemena. Au moins cinq témoins et victimes qui ont apporté leurs témoignages ont comparu dans ces audiences. Les faits remontent à 2009 lors de l'insurrection du MLIA à Dongo dans le territoire de Kungu. Les prévenus avaient été arrêtés en décembre 2009, pour les uns, et au premier trimestre de 2010, pour les autres. La première audience n'a débuté qu'au mois de septembre 2010. Le procès fut suspendu et repris au mois d'octobre 2011 pour se poursuivre jusqu'à ce jour. (Radio Okapi)